

Accords fiscaux—Loi

Dans le domaine des coupures dans le domaine de la santé, ce sont nos personnes âgées, nos familles, nos enfants et c'est tout ce qui touche la santé qui fait que la population entière du Québec, et principalement dans le domaine de la santé et des services hospitaliers, dans des régions comme la circonscription de Bellechasse, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, endroits où on a le plus de difficulté à avoir les médecins, à avoir des services convenables pour établir des services complets comme ils existent dans les grands centres comme à Montréal, comme à Québec, pour bien soigner la population, pour s'assurer qu'on ait des services complets au niveau des centres d'accueil, au niveau de l'hébergement, au niveau, en cas d'urgence, de services à domicile.

Et la plupart du temps dans les nouvelles, on voit l'engorgement dans les salles d'urgences, dans les hôpitaux. Eh bien, une des causes... si M^{me} Lavoie-Roux, ministre de la Santé et du Bien-être à Québec, a de la difficulté à régler ce problème, que tant les péquistes, les libéraux et les autres, s'il en reste, au Québec voudraient régler, mais en même temps que ces gens se réunissent autour d'une table pour tenter de trouver une solution, il y a quelqu'un à Ottawa, quelqu'un de très très brillant qui dit: moi je vous coupe les sources. Et cela me fait penser à ce qui est arrivé hier. Étant donné que je parle des personnes âgées et des préretraités... et je vois des députés conservateurs du Québec ici qui semblent toujours tout accepter et chaque fois que le ministre se lève et dit que c'est blanc, ils sont tous là comme des bouffons et ils applaudissent, et ils sont bien contents et ils disent: c'est parfait. Moi, j'ai eu l'expérience de travailler dans trois dossiers assez importants, et avec la population, les personnes âgées, qui sans arrêt soit pendant six semaines, pendant un an et deux mois ont réclamé justice et, à la fin, ce gouvernement est obligé d'admettre qu'il s'était trompé. Mais comment se fait-il que pour la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse cela a pris des personnes âgées qui sont venues sur la Colline parlementaire, M^{me} Denis qui a apostrophé le premier ministre (M. Mulroney) et que des membres de l'opposition soient obligés de revendiquer pendant des semaines et des semaines pour que le gouvernement admette qu'il a tort?

• (1540)

Cela a été la même chose dans le domaine de la santé au niveau de la taxe de 10 p. 100 sur les médicaments. Il a fallu que, en collaboration avec l'opposition, les gens qui souffrent du diabète, de maladies cardio-vasculaires, de la respiration, fassent des pressions pendant quatre à cinq mois pour faire comprendre au gouvernement et au premier ministre qu'ils admettent qu'ils se sont trompés. Jamais les députés conservateurs ne se lèvent pour défendre les intérêts de ces gens.

Hier, cela a été les 35 000 préretraités au Canada dont 13 000 au Québec qui ont encore une fois gagné et ont forcé le ministre de l'Emploi et Immigration (M. Bouchard), et forcé le premier ministre à dire encore une fois, pour la troisième fois: Je me suis trompé. Mais pourquoi n'y a-t-il pas de députés conservateurs à la Chambre, qu'ils soient du Québec, de l'Alberta, de l'Atlantique, de l'Ouest, de l'Ontario, qui ont réussi à convaincre le premier ministre pour lui dire: Mon cher premier ministre, vous êtes à côté de la «track».

Et si on regarde des dossiers spécifiquement québécois. On regarde l'affaire du centre spatial. Encore là, le Québec est en

train de se faire passer un sapin. C'est la même chose dans le dossier de la péréquation, c'est la même chose dans le dossier des transferts au niveau de la fiscalité, au niveau de l'enseignement postsecondaire, et c'est la même chose au niveau des transferts, du financement au sujet des programmes de santé et du service d'hospitalisation.

Prenons, par exemple, la fameuse promesse du Centre bancaire à Montréal. Tout le monde sait ici que je suis Montréalais en plus d'être Québécois et Canadien. Je suis citoyen de la circonscription de Montréal—Sainte-Marie. La promesse formelle faite par le premier ministre aux Montréalais: le Centre international bancaire, c'est la clé de tous vos problèmes. Le résultat, ce qu'il nous annonce, c'est un comptoir de nuit, un guichet de nuit. Le type qui habite bien loin va pouvoir faire un dépôt la nuit à Montréal. Cela ne donne rien, c'est rire du monde. Ce sont toutes des demi-mesures.

Que l'on regarde dans un autre domaine, des dossiers québécois comme la péréquation et les autres programmes qui ont été mal défendus, et aujourd'hui on en parlait, c'est un sujet d'actualité, au niveau de la dépollution du fleuve Saint-Laurent. Le ministre, M. Clift Lincoln, le ministre responsable de l'environnement au Québec, ne demande pas la charité, il demande ce que d'autres provinces ont eu pour aider le Québec à dépolluer le Saint-Laurent. La réponse du niveau fédéral, comme dans le domaine de la péréquation, vu que c'est une demande du Québec, c'est non.

Un autre dossier identique a été... vous savez que depuis quelques mois il y a eu un nombre considérable de réfugiés qui sont venus au Québec, à Montréal. Face à cette situation, la ministre responsable des communautés culturelles au Québec, M^{me} Robic, a demandé tout simplement, tout gentiment ce que tout le monde aurait compris, a demandé à Ottawa d'aider, compte tenu de cette situation particulière, d'aider le Québec à défrayer les coûts. Encore une fois, c'était une demande en provenance du Québec, cela a été non.

Vous avez eu un autre dossier concernant l'aide pour l'est de Montréal, l'aide aux chantiers maritimes. Les chantiers maritimes au Québec ont toujours une vocation importante et étaient un secteur qui créait plusieurs emplois. Parlons du chantier de Lauzon à Québec. A quatre occasions, le ministre de l'Expansion industrielle régionale avait promis à ces gens-là, il y a six mois, qu'il y aurait 1 000 travailleurs qui entreraient sur le chantier et qui travailleraient. Aujourd'hui, il y a environ 10 travailleurs sur le chantier, et on vient de dire aux 1 000 autres qui s'attendaient de travailler à la construction de ce qu'on appelle le Caribou II que cela va peut-être aller à octobre. Là c'est encore retardé.

Au chantier de Sorel, un chantier qui a fait sa marque, chantier de la Marine Industries, eh bien encore là, d'ici deux mois il va y avoir 200 mises à pied. Les seuls travaux qui restent sont des contrats qui ont été octroyés par l'ancien gouvernement libéral.

Et au chantier, à la section navale de la *Versatile Vickers* à Montréal, eh bien, dans deux semaines la section navale va être complètement fermée.

Ce sont 5 000 travailleurs québécois qui depuis un an et demi ont fait des manifestations. Chaque employé de chacune des entreprises est venu ici sur la Colline parlementaire. Ils ont rencontré le député de Lévis (M. Fontaine), le ministre de